

Brochure n° 3031

**Convention collective nationale**

IDCC : 897. – **PERSONNEL DES SERVICES INTERENTREPRISES  
DE MÉDECINE DU TRAVAIL**

---

■ *Journal officiel* du 1<sup>er</sup> janvier 2010

**Arrêté du 22 décembre 2009 portant extension d'un accord conclu  
dans le cadre de la convention collective nationale du personnel  
des services interentreprises de médecine du travail (n° 897)**

NOR : MTST0931378A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité  
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 18 octobre 1976 et les arrêtés successifs, notamment  
l'arrêté du 8 octobre 2009, portant extension de la convention collective  
nationale du personnel des services interentreprises de médecine du travail  
du 20 juillet 1976 et des textes qui l'ont modifiée ou complétée ;

Vu l'accord du 11 septembre 2009 modifiant les références à l'intitulé de  
la convention collective nationale, conclu dans le cadre de la convention col-  
lective nationale susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 20 novembre 2009 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective  
(sous-commission des conventions et accords), rendu lors de la séance du  
15 décembre 2009,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés  
compris dans le champ d'application de la convention collective nationale du  
personnel des services interentreprises de médecine du travail du 20 juil-

let 1976, les dispositions de l'accord du 11 septembre 2009 modifiant les références à l'intitulé de la convention collective nationale, conclu dans le cadre de la convention collective nationale susvisée.

## **Article 2**

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

## **Article 3**

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 22 décembre 2009.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur général du travail,*  
J.-D. COMBEXELLE

*Nota.* – Le texte de l'avenant susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/44, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8,20 €.